

Eclairages

L'UDC, parti populiste le plus prospère d'Europe

Oliver Geden, Chercheur à la Fondation sciences et politique de Berlin

Aucun parti populiste européen n'atteint les scores électoraux de l'UDC, et surtout ne parvient à maintenir ses scores malgré sa présence au gouvernement. Un chercheur allemand explique les raisons de ces succès, et note que les autres populistes européens y sont très attentifs.

L'Union démocratique du centre (UDC) est actuellement le parti populiste de droite qui remporte le succès le plus retentissant d'Europe, et cela malgré la courte défaite dans les urnes dimanche.

Cette situation est peu évoquée par les médias des pays voisins. Les populistes de droite de ces pays, en revanche, s'intéressent de près au succès de l'UDC. En Autriche, lors de la campagne en vue des élections législatives, aussi bien le Parti de la Liberté autrichien (FPÖ) que l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ) ont utilisé les résultats des votations suisses afin de nourrir leur argumentation en faveur de leur politique à l'égard des étrangers. Et l'UDC a eu beau prendre publiquement ses distances, il semble qu'il existe de prudentes relations de travail entre le parti suisse et le FPÖ. Ainsi le conseiller national Ulrich Schlüer a-t-il assisté il y a quelques mois à une réunion du FPÖ afin de débattre de la politique européenne.

Jusqu'à aujourd'hui, aucun parti populiste de droite européen n'a atteint à l'occasion d'élections parlementaires des résultats aussi élevés que l'UDC, qui avait récolté 26,7% en 2003. En outre, l'UDC n'a rien perdu de sa force d'attraction ni de sa capacité de mobilisation auprès de ses électeurs après l'entrée au Conseil fédéral de Christoph Blocher. Ces deux réalités mises ensemble font de l'UDC un objet d'étude particulièrement intéressant, un «cas à part».

Il est admis depuis longtemps que les partis populistes de droite perdent rapidement l'adhésion des votants lors d'élections nationales. On l'a observé avec le FPÖ, avec la liste de Pim Fortuyn aux Pays-Bas, ou avec la Ligue du Nord en Italie. Les raisons du succès durable de l'UDC ne se fondent pas uniquement sur l'efficacité de ses actions, mais également en grande partie sur les dispositions constitutionnelles du système politique suisse.

Pour une meilleure compréhension de cette thèse, il faut se pencher sur le défi stratégique devant lequel chaque parti populiste se voit placé. Au centre de la politique de l'acteur populiste, il y a la tentative d'établir dans le champ politique une ligne de conflit fondamentale. Avec l'unité imaginaire du «peuple» et de ses prétendus uniques représentants politiques. C'est «nous» contre «les autres». Les autres regroupant non seulement les élites politiques et culturelles, en butte à l'accusation diffamatoire de corruption, mais également la petite minorité de privilégiés que ces élites protègent.

L'acteur populiste prétend ne pas être mû par des motifs égoïstes, mais au contraire par la volonté de faire entendre de manière authentique et sans compromis les exigences de la majorité silencieuse. Alors que «les autres» sont accusés de faire passer leurs propres intérêts avant le bien du peuple, et de précipiter ainsi le pays dans l'abîme.

Les moyens privilégiés des populistes, la dramatisation pleine de ressentiment ou l'accusation personnalisée, visent également, durant la période d'expansion, à provoquer une réaction de mise à l'écart de la part des élites bien établies. De cette manière, ils obtiennent vis-à-vis de leurs sympathisants la preuve par l'acte que l'establishment ne veut pas entrer en matière sur les vrais problèmes du peuple. Le politicien UDC et directeur de l'ASIN Hans Fehr parle à ce propos d'une utilisation calculée de l'indignation rituelle.

Les thèmes centraux au moyen desquels les partis populistes essaient d'établir la ligne de conflit entre «nous» et «les autres» dans l'arène politique et médiatique diffèrent d'un pays à l'autre, et parfois nettement. Depuis la moitié des années 80, l'Europe est dominée par un populisme orienté à droite, qui s'appuie principalement sur la haine de l'étranger, sur des slogans nationalistes et sur un conservatisme des valeurs prononcé. Et au centre des campagnes politiques populistes, on trouve la politique d'immigration. Comme pour l'UDC.

Et au cœur de leurs stratégies, il y a la tentative de se saisir du racisme au quotidien, latent dans de larges couches de la population, pour le porter dans la sphère politique. Une tendance tout à fait illégitime depuis l'entrée en vigueur en Suisse de la norme pénale antiraciste. L'UDC réagit du tac au tac au reproche de présenter une image trop simpliste de la réalité et de refuser la complexité de la problématique migratoire: la prétendue universalité de la «sagesse populaire» devrait enfin redevenir la mesure absolue de l'action politique. La stratégie consistant à se présenter comme une alternative sensée à une «classe politique trop naïve», est depuis longtemps couronnée de succès. Elle a conduit les partis et les politiciens populistes à entrer au gouvernement. Mais là où une telle stratégie se développe, les symptômes de décadence prennent leurs aises.

À l'intérieur d'un gouvernement de coalition, de tradition en Europe, les populistes se voient contraints de consentir à des compromis qui restent bien en deçà de leurs revendications maximales, alors que leur rhétorique devient généralement bien plus modérée. C'est un véritable effet de boomerang que ressentent les populistes lorsque, dans un pays, prédomine la conviction que même le fonctionnaire le plus humble d'un parti de gouvernement doit soutenir la ligne de compromis fixée par la coalition dans son ensemble.

La conséquence en est une perte immédiate de crédibilité auprès de leurs propres partisans, qui doivent se rendre à l'évidence: leurs leaders font désormais partie intégrante de la «classe politique». En Suisse, en revanche, les conditions-cadres d'un succès durable des populistes sont bien meilleures que celles qui règnent en Europe. Et l'UDC s'y entend pour les utiliser à son avantage.

Ainsi, la culture politique suisse autorise une forte répartition des tâches entre les différents niveaux du parti. En l'absence de tout accord de gouvernement, le groupe parlementaire de l'UDC n'est pas obligé de développer une ligne de compromis, ni de modifier fondamentalement son style. Il peut même se permettre de contredire Christoph Blocher, comme ce fut le cas lors du référendum sur la libre circulation des personnes. Dans d'autres pays européens, un tel comportement provoquerait une crise gouvernementale, car le seuil de tolérance à l'égard des dissensions partisans est nettement plus bas.

Alors qu'au sein du Conseil fédéral, Christoph Blocher doit chercher sur quelles positions de l'UDC il va trouver des alliés, les responsables du parti sont libres de suivre une ligne politique rodée des années auparavant. Là où Christoph Blocher réussit à imposer, du moins partiellement, les positions de l'UDC (comme pour l'asile et la loi sur les étrangers), le parti renonce à des campagnes polémiques qui pourraient effrayer les électeurs radicaux et démocrates-chrétiens. Toutefois, en ce qui concerne les thématiques que l'UDC est seule à défendre au gouvernement et au parlement, ainsi que celles qui lui permettent de reproduire

la ligne de conflit entre «nous» et «les autres», le parti opte pour la stratégie populiste de la critique fondamentale des «autres». Et là, l'UDC est très bien servie par les opportunités, uniques en Europe, offertes par la démocratie référendaire. Dans ce cadre, en collaboration avec l'ASIN, elle se concentre sur les thèmes qui lui permettent de se profiler lors des campagnes de votation. Comme lors des référendums sur la naturalisation facilitée des deuxième et troisième générations, sur l'Accord Schengen/Dublin ou sur l'aide à l'Est.

Parmi les partis populistes européens, l'UDC n'est pas seulement celui qui réussit le mieux, mais également d'une certaine manière le plus protestant. Etant donné qu'elle n'a guère modifié ses positions politiques centrales ces dernières années et qu'elle n'a fait aucune promesse impossible à tenir, elle n'est pas menacée par une perte de confiance de la part de ses sympathisants.

Le fait qu'en Suisse un parti de gouvernement ne possède qu'un accès limité aux ressources de l'Etat facilite la tâche des dirigeants de l'UDC qui veulent rester sincères. L'engagement jamais démenti de l'UDC dans les campagnes de votations débouche sur un attachement assez fort de la base du parti.

A l'occasion des élections nationales de 2007, l'UDC ne pourra vraisemblablement pas augmenter le pourcentage des voix en sa faveur, elle pourrait même essuyer de légères pertes. Dans la perspective intérieure suisse, un tel recul risque d'être interprété comme un échec, mais à l'échelle européenne, il est tout relatif.

Atteindre durablement des résultats de plus de 20% aux élections et marquer de façon décisive le discours politique de tout un pays, voilà une réussite dont le populisme européen de droite est encore bien loin. Heinz-Christian Strache, patron du FPÖ, en tire une conclusion surprenante. Afin de surmonter la crise gouvernementale qui menace l'Autriche, il propage depuis peu l'idée d'un gouvernement de concordance sur le «modèle suisse». Il inclurait expressément le FPÖ, qui se retrouverait alors dans une situation aussi confortable que celle de l'UDC.

Traduction: Fabienne Bogadi

Oliver Geden est l'auteur de l'étude «Diskursstrategien im Rechtspopulismus. Freiheitliche Partei Österreichs und Schweizerische Volkspartei zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung» publiée en septembre 2006 par VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.